

Voilà l'homme qui sera tout miel pour les hommes d'affaires ces quelques prochains mois. Il va critiquer les bureaucrates tout en tentant de les séduire en prévision des prochaines élections. Nous n'avons pas de stratégie industrielle et il n'y en a aucune en chantier. Nous n'avons aucun plan. Il n'existe pas de mécanisme de consultation avec l'industrie, et les négociations doivent commencer en 1978. Ils ont eu l'occasion de soumettre leur mémoire à la Commission canadienne sur le commerce et les tarifs douaniers. On les a rassurés et on leur a dit de ne pas s'inquiéter, de ne pas être trop protectionnistes, qu'il fallait une certaine rationalisation et ainsi de suite. Cela signifie des pertes au niveau de l'industrie et des emplois, mais on leur dit de ne pas s'en faire. Rien n'est prévu pour que les divers secteurs de l'industrie fonctionnent en harmonie à la veille de 1978. Il n'est pas surprenant que les hommes d'affaires soient inquiets.

Le président du Conseil privé (M. MacEachen) préside un comité du cabinet chargé de ces négociations. M. Jake Warren lui rend compte de ses travaux. Que Dieu ait pitié du Canada s'il mène ces négociations commerciales comme il l'a fait pour le pipe-line! Il a laissé dans son sillage un Canada dépeuplé et sans défense lors des négociations concernant le pipe-line. Rien dans l'accord ne prévoit que les matériaux et les conduits canadiens doivent avoir la préférence. Il n'y a rien de cela. En fait, c'est exactement le contraire. Il faudra donc que le président du Conseil privé retrouve ses manches et fasse beaucoup mieux sinon nous nous retrouverons démunis après ces négociations du GATT à Genève. Aujourd'hui, il a promis qu'il prendrait des mesures pour tenir l'opposition au courant.

Il y a un mois, j'ai posé, par écrit, une question simple au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il est aussi insouciant que s'il avait été ministre pendant 20 ans et pourtant il ne l'est que depuis six mois. Il est aussi usé et vide que s'il était là depuis 1963. Il ne peut même pas répondre à une lettre de critique de l'Industrie et du Commerce de l'opposition officielle pour lui dire si l'on prendra des mesures pour le tenir au courant ou non. Il ne peut même pas répondre pour me dire si j'ai la permission de consulter un mémoire que le gouvernement de Terre-Neuve a présenté. Le ministre est trop occupé à voyager. Il porte des bottes qui l'empêchent de tenir en place ou peut-être le forcent à passer d'un côté à l'autre, je ne sais trop. Il n'est pas ici assez souvent pour avoir seulement la politesse de répondre à une lettre envoyée le 25 octobre.

**M. Pelletier:** Vous le méritez bien.

**M. Crosbie:** Allez, miaulez toujours!

**M. Douglas (Bruce-Grey):** Parlez-nous de sa virevolte.

**M. Crosbie:** J'aurais bien des choses à dire à ce groupe, mais je n'en ai pas le temps. Il y a un autre problème dont le ministre de l'Industrie et du Commerce devrait s'occuper. J'ai ici une lettre, datée du 21 novembre, des magasins R.A. Beamish d'Ottawa et une autre datée du 3 novembre, de Woolworth et de l'association des détaillants. Ils demandent au ministre de prendre une décision sur l'importation de textiles et de vêtements en 1978 et en particulier au cours des six derniers mois de cette même année. La lettre du 3 novembre signale que leurs acheteurs achèvent déjà de passer leurs commandes de textile, de bonneterie et de chemises pour l'automne 1978. Ils attendent que le ministère prenne la décision qui leur a été promise à la fin d'août. On vient de leur dire que la décision concernant les quotas à l'importation pour

### *Situation économique*

l'année prochaine ne sera pas prise avant la fin de l'année 1977. La lettre explique les problèmes que cela crée pour toute l'industrie de la vente au détail du vêtement, qui fait ses achats neuf mois à l'avance. Au lieu de prendre une décision à ce sujet, le ministre se balade à Bruxelles, à Genève, faisant la ronde des boîtes de nuit d'Europe, où qu'elles se trouvent.

**Mme Campagnolo:** Les boîtes de nuit?

**M. Crosbie:** Je ne sais pas s'il y a des boîtes de nuit à Genève et à Bruxelles, mais, de toute façon, il y en a des boîtes en Europe. Dans leur lettre du 21 novembre, les magasins R.A. Beamish disent que les détaillants passent leurs commandes pour diverses sortes de marchandises de neuf à douze mois avant la date de livraison prévue, surtout lorsqu'il s'agit de produits étrangers. Ils veulent savoir quelles seront les règles du jeu en 1978.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais le temps qui lui était imparti est écoulé.

**M. Crosbie:** Y a-t-il consentement unanime...

**Des voix:** Non.

**M. Crosbie:** En êtes-vous sûrs?

**Des voix:** Non.

**M. Crosbie:** Tout à fait certains?

**Des voix:** Non.

**M. Crosbie:** Pourquoi ne prenez-vous pas vous-même la parole?

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** N'aimez-vous pas les bons spectacles?

**Des voix:** Non.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre.

**M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge):** Monsieur l'Orateur, je n'aime guère interrompre un groupe qui montre autant d'animation, mais je suis heureux de pouvoir dire quelques mots à propos de la motion présentement à l'étude. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, du moins les députés de mon parti, appuyons bien volontiers les premiers paragraphes de cette motion créditiste, même si nous avons quelques réserves à propos de sa conclusion. Dans l'ensemble, c'est une motion qui mérite certes notre attention. Ce qui me frappe dans cette motion, c'est de voir combien elle reflète un problème qui concerne le Canada en général et le Québec en particulier. Au fil des ans, j'ai acquis du respect pour les députés à ma gauche. Sous bien des rapports, ils traduisent les sentiments populaires qui ont cours au Québec. C'est pourquoi je les écoute toujours très attentivement lorsqu'ils exposent leurs griefs à la Chambre.

Ils nous montrent combien le chômage est un grave problème au Québec et combien il importe que nous nous occupions dans un cadre confédératif. Si nous n'arrivons pas à créer des emplois au Québec, à encourager les industries créatrices d'emplois comme celle du vêtement, de la chaussure et du meuble, le Québec trouvera bien un moyen de s'en occuper lui-même. Il se peut bien que le problème de la langue ne soit pas le principal grief des francophones ni le pivot autour duquel tourne la Confédération. Il se peut au contraire que ce soit la mesure dans laquelle ceux qui ont la direction de notre économie nationale sont capables de créer des emplois,